

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 14 janvier 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COSYNERGIE 53 - Conseil départemental de la Mayenne

Hôtel du Département, 39 rue Mazagran, 53000 Laval

Références : SRNT-2024-0974

Code AIOT : 0006302155

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement COSYNERGIE 53 implanté Les Basses Ansquillières 53220 Pontmain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COSYNERGIE 53
- Les Basses Ansquillières 53220 Pontmain
- Code AIOT : 0006302155
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

COSYNERGIE 53 est une unité de valorisation énergétique de déchets ménagers et de déchets d'activité économique (autorisation de traitement de 63 000 tonnes par an).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Conformité incinérateurs IED
- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Demande d'action corrective	3 mois
5	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1	Demande d'action corrective	3 mois
11	Assurance Qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Demande d'action corrective	3 mois
12	Maîtrise des odeurs	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 5 - 5.1.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Applicabilité de l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1	Sans objet
3	Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet
4	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	que normales		
8	Mesures en continu CO, O2, H2O	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	Sans objet
9	Assurance Qualité des AMS – QAL1	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet
10	Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les nouvelles obligations de surveillance des rejets atmosphériques introduites par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 pris en exécution de la décision établissant les meilleures techniques disponibles applicables aux installations IED de traitement thermique des déchets (WI) ont été prises en compte par l'exploitant. Des actions correctives sont identifiées dans les constats de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Applicabilité de l'arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/7987 susvisée aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour au moins une des activités suivantes :</p> <p>1. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets :</p> <p>a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ;</p> <p>b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b) ;</p> <p>2. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations de co-incinération de déchets :</p> <p>a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ;</p> <p>b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b), et dont l'objectif essentiel n'est pas de produire des produits matériels, et lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - seuls des déchets autres que les déchets de biomasse au sens de la rubrique 2910 sont incinérés ; - plus de 40 % du dégagement de chaleur qui en résulte provient de déchets dangereux ; - des déchets municipaux en mélange sont incinérés.
<p>Constats :</p> <p>Le site est régulièrement autorisé sous la rubrique 2771 à Autorisation. L'arrêté d'autorisation du 3</p>

mai 2013 décrit la présence d'un four de 3,2 t/h et d'un four de 4 t/h pour le traitement thermique de déchets non dangereux. La situation administrative du site sera actualisée à l'occasion d'un prochain arrêté préfectoral pour acter la rubrique IED 3520 a).

L'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est donc applicable.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a

Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux

Prescription contrôlée :

Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6).

Notas :

(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinquante heures cumulées sur une année.

(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.

Constats :

Présence d'une mesure en continu du mercure :

Des analyseurs Hg ont été installés sur le site. Les rapports mensuels d'autosurveillance du mois de septembre 2024 montrent la présence d'une mesure mercure en continu sur les 2 lignes d'incinération du site.

Dans son dossier de réexamen IED, l'exploitant indiquait (action 2) prévoir l'implantation d'analyseurs mercure en amont du traitement de fumée et en cheminée. Dans les faits, l'analyseur amont n'a pas été mis en place.

Temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure

Les rapports mensuels d'autosurveillance restituent le compteur indisponibilité mensuel de la mesure en mercure pour chaque ligne. En septembre, d'après le bilan mensuel DREAL, l'indisponibilité mensuelle était de 2h pour la ligne 1 et 0h pour la ligne 2 soit 3h pour le site.

Pour la ligne 2, le document "bilan mensuel DREAL" transmis à la DREAL pour la ligne 2 en R-EOT indique page 1, une indisponibilité mercure mensuel de 0h alors que page 10, le compteur est de 5h. Pour le cumul annuel, pour les R-EOT, page 10, le compteur est de 63h alors que page 6 il est de 128h. Une clarification est à apporter sur ce compteur ligne 2.

Le compteur 500 h annuel n'est pas atteint. Dans les bilans mensuels le compteur 500 h est présenté par ligne d'incinération. L'inspection rappelle que le compteur 500 heures tel que défini à l'article 3.5.1 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 est par unité c'est à dire pour l'ensemble du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit clarifier les écarts constatés dans le reporting dans le document "bilan mensuel DREAL" transmis à la DREAL pour la ligne 2 en R-EOT. Le compteur 500 heures est à apprécier pour l'ensemble du site et non par ligne d'incinération.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
Prescription contrôlée : PBDD/PBDF (7) - Fréquence de surveillance : tous les six mois. (7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F. PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance : Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8); Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9). (8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm ³ . (9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.
Constats : <u>Cas des PBDD/PBDF :</u> La surveillance des PBDD/PBDF est obligatoire pour les installations d'incinération d'ordures ménagères car l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer l'absence de déchets bromés dans son flux entrant. Une mesure est réalisée tous les 6 mois. Vu les résultats des rapports APAVE du 11/06/24 (prélèvements du 10 au 18 avril 2024) et du 03/12/24 (prélèvements du 8 octobre au 26 novembre 2024). Les 2 analyses ne mettent pas en évidence la présence de ces substances (Pour mémoire : pas de norme mentionnée par l'arrêté ministériel pour cette mesure).

Cas des PCB DL :

Les PCB DL sont mesurés mensuellement pour l'échantillonnage à long terme.

Vu par sondage le rapport SECAUTO pour le mois de septembre pour les lignes 1 et 2.

Pour l'année 2024 (jusqu'en septembre 2024), les valeurs mesurées sont inférieures à 0,01 ng/m³.

Les PCB DL sont également mesurés une fois tous les 6 mois pour l'échantillonnage à court terme.

Vu les mesures réalisées dans les rapports APAVE du 11/06/24 et 03/12/24.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5

Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux

Prescription contrôlée :

Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.

Constats :Liste des OTNOC :

L'exploitant dispose d'une liste des OTNOC (liste jointe au mode opératoire "Plan de gestion des OTNOC" validé le 10/11/2023).

Mesurage des polluants :

Des mesures de polluants sont réalisées dans les conditions d'exploitation autres que normales en particulier pour les polluants mesurés en continu. Vu par sondage le rapport d'autosurveillance "Bilan mensuel DREAL" pour la ligne 1 de septembre 2024 qui fait apparaître la mesure des paramètres suivis en continu en période R-EOT (période de fonctionnement avec des déchets dans le four) et en période NOC (sous période R-EOT avec des conditions normales de fonctionnement).

Mesure au démarrage et à l'arrêt

Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas encore fait estimer les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré. Un devis APAVE a été reçu (mais non accepté le jour de la visite) pour réaliser la campagne de mesure sur la ligne 2. Aucun devis n'est disponible pour la ligne 1 le jour de la visite. Ces mesures restent donc à programmer (1 mesure tous les 3 ans).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra informer l'inspection de la programmation des campagnes de mesures pour

estimer les émissions au démarrage et à l'arrêt.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ; - mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ; - examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. <p>Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.</p>

Constats :

L'exploitant dispose d'un mode opératoire "Plan de gestion des OTNOC" validé le 10/11/2023. Le plan décrit des conditions de fonctionnement générant des OTNOC.

Ce plan appelle les observations suivantes de l'inspection :

- Le plan de l'exploitant est très réduit : 14 OTNOC sur la ligne 1 et 15 sur la ligne 2. Il décrit pour certains équipements un défaut et la condition d'apparition. Par exemple : Chaudière - Fuite chaudière - tempo <20min, niveau bas ballon sur L1 et écart eau vapeur > 3m3 sur L2.
 - Il n'y a pas de précision sur les conséquences potentielles de ces défauts et il n'y a pas d'analyse des causes profondes détaillées permettant de cibler par la suite des actions pour réduire la fréquence de survenue par exemple.
 - Tous les équipements du site ne sont pas recensés dans ce plan : par exemple aucune OTNOC ne vise les analyseurs en cheminée alors que leur défaillance peuvent conduire à des dépassements de VLE ou la fosse avec par exemple la nature des déchets réceptionnés qui peut conduire également à des dépassements de VLE.
- Le plan limite la durée annuelle de fonctionnement en OTNOC à 250h par an. Ce compteur est reporté dans les rapports mensuels de surveillance (Vu rapport septembre 2024 avec compteur H1 annuel de 8h09 pour la ligne 1 et de 3h19 pour la ligne 2) :
 - L'inspection précise que cette durée est à apprécier par ligne d'incinération et pas pour l'ensemble du site (précision absence du plan de l'exploitant). L'inspection précise également que cette durée ne tient pas compte de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure du mercure qui peut atteindre 500 heures par an et des mesures en semi-continu qui peut atteindre 15% du temps de fonctionnement.
- Le plan ne mentionne pas strictement le nombre et le motif des arrêts sans déchets dans le four programmés pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements et les périodes d'arrêt total de l'installation.

Une mise à jour régulière des OTNOC est prévue par le plan.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra à l'occasion de la prochaine révision des OTNOC prendre en compte les observations formulées par l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales

Prescription contrôlée :

L'évaluation périodique consiste en :

- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;

<ul style="list-style-type: none"> - l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ; - la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ; - l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
<p>Constats :</p> <p>La procédure de l'exploitant prévoit la revue des OTNOC. A cette occasion, les actions et leur efficacité sont revues selon les conditions prévues dans la procédure du site. La pertinence des seuils est également revue au regard de l'analyse des causes des déclenchements des compteurs OTNOC d'après la procédure du site. La 1ère revue est prévue le 8 janvier 2025.</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle précédent, la liste des OTNOC de l'exploitant ne précise pas les conséquences potentielles des défauts et il n'y a pas d'analyse des causes profondes détaillées. L'exercice d'évaluation périodique peut donc s'en trouver plus complexe pour statuer sur la conception appropriée des équipements critiques ou l'établissement et la mise en oeuvre de plans de maintenance préventive.</p> <p>Aussi comme indiqué au point de contrôle précédent, la liste des OTNOC de l'exploitant ne cible pas tous les équipements dont la défaillance peut conduire à des rejets et des dépassements de VLE. L'évaluation périodique s'en trouve donc incomplète.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit compléter son plan de gestion des OTNOC en vue de la réalisation de l'évaluation périodique.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.71</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu par sondage les rapports de suivi "Bilan mensuel DREAL".</p> <p>Pour rappel, le champ d'application des VLE issues de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 est différent de celui des VLE issues de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 :</p>

- les VLE issues de l'arrêté ministériel de 2002 sont à considérer lors des périodes EOT (temps de fonctionnement effectif)
- les VLE issues de l'arrêté ministériel de 2021 sont à considérer lors des périodes NOC (conditions de fonctionnement normal).

Les périodes NOC étant comprises dans les périodes EOT, les VLE plus strictes de l'arrêté de 2002 doivent donc le cas échéant être aussi respectée en période NOC.

Lors de la visite il a été constaté que le masque de la restitution annuelle pour les périodes NOC ne prend pas en compte des VLE introduites par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021. Le masque pour la période NOC mensuelle semble exact L'exploitant indique qu'il s'agit d'une erreur de masque.

Les compteurs de dépassement des VLE sont inférieurs à 60h ou 15% pour les mesures en semi continu (à septembre 2024).

Les rapports mensuels indiquent ponctuellement les dépassements de VLE sans toutefois mentionner la raison. Des précisions sur les causes des dépassements seraient utiles pour la compréhension et pour alimenter le retour d'expérience sur le site (maintenance, exploitation, etc.).

L'article 71.1 de l'AM du 12 janvier 2021 prévoit pour le Hg au (7) : "Un suivi des valeurs demi-horaires supérieures à 0,04 mg/Nm³ pour les unités existantes, et à 0,035 mg/Nm³ pour les unités nouvelles sera réalisé". L'exploitant ne réalise pas à ce jour ce suivi.

Observation : l'exploitant ne suit pas en continu le paramètre HF. Il est suivi à l'occasion des mesures semestrielles. L'exploitant considère que le niveau des émissions de HCl est suffisamment stable et que la VLE est respectée. Ce point sera examiné dans le cadre du réexamen IED.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre à jour les masques de saisie des bilans mensuels avec les VLE actualisées de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 en période NOC.

Des explications sur les causes des dépassements des VLE seraient un plus pour alimenter le retour d'expérience (maintenance, exploitation, etc.) dans les rapports mensuels.

L'exploitant doit par ailleurs intégrer le suivi des valeurs Hg demi-horaires supérieures à 0,04 mg/Nm³.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Mesures en continu CO, O₂, H₂O

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures en continu CO, O₂, H₂O

Prescription contrôlée :

<p>Il doit également mesurer en continu dans les gaz de combustion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le monoxyde de carbone ; - l'oxygène et la vapeur d'eau. <p>La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une mesure en continu CO, O₂, H₂O est réalisée. Vu le rapport mensuel d'autosurveillance du mois de septembre 2024. Ces paramètres mesurés par l'AMS sont intégrés au QAL2 de l'AMS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Assurance Qualité des AMS – QAL1

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur.</p> <p>+ normes mentionnées à l'article 2.2.2 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Pour les analyseurs mercure installés en novembre 2023 :</u> L'exploitant dispose d'un certificat QAL1 pour les analyseurs mercure installés (modèle code HM-1400 TRX 2EC-230-A1LF). Le certificat était valide à la date d'installation (fin de validité au 21 juillet 2024). L'étendue de mesure certifiée (certificat range) est 0-15 µg/m³ donc inférieure à 1,5 fois la VLE. La plage de mesure (supplementary measuring range) est 0-45µg/m³ donc supérieure à 2 fois la VLE.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Assurance Qualité des appareils de mesure en continu – AST

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.</p>

+ normes mentionnées à l'article 2.2.2 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021
Constats : Il n'y a pas eu d'AST en 2024 car il y a eu un QAL2.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Assurance Qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des appareils de mesure en continu
Prescription contrôlée : Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR. + normes mentionnées à l'article 2.2.2 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021
Constats : <u>AMS :</u> Le QAL2 pour l'AMS (hors Hg) a été réalisé en 2024 (rapport APAVE du 16/07/24 pour une intervention du 08/04 au 18/04/24). Le QAL2 concerne l'ensemble des polluants suivis en continu (hors Hg) sur le site pour les 2 lignes y compris les mesures périphériques vapeur d'eau, O2 et CO2. Le rapport conclut "Au sens de la norme NF EN 14-181 et du fascicule FD X 43-132, les analyseurs soumis à étalonnage sont conformes". Le rapport QAL2 de l'APAVE mentionne des anomalies dont les principales : <ul style="list-style-type: none"> • Les gaz utilisés pour la calibration des AMS sur site ne sont pas raccordés COFRAC • Absence de matériaux de référence pour les poussières • La concentration de la bouteille en NO est faible par rapport à la VLE sont à prendre en compte. <u>Analyseur Hg :</u> Le QAL2 pour l'analyseur mercure a été également réalisé en 2024 (rapport GINGER du 20/02/24). L'exploitant indique que les droites d'étalonnage présentées dans les rapports d'analyse ont été intégrées au système de traitement des données par SECAUTO (la date n'est pas connue précisément le jour de la visite).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit prendre en compte les anomalies mentionnées dans le rapport QAL2 de l'APAVE dont les principales : <ul style="list-style-type: none"> • Les gaz utilisés pour la calibration des AMS sur site ne sont pas raccordés COFRAC • Absence de matériaux de référence pour les poussières • La concentration de la bouteille en NO est faible par rapport à la VLE. La date d'intervention de SECAUTO est à préciser (information non disponible le jour de la visite)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Maîtrise des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 5 - 5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Odeur
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin d'éviter ou de réduire les émissions diffuses, y compris les émissions d'odeur.
Constats : Le jour de la visite, une porte du hall de réception des déchets est bloquée en position ouverte. Une réparation reste à exécuter.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant informera l'inspection de la remise en état de la porte du hall de réception des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois